

13^{ème} législature

Question N° : de **Mme Valérie Boyer** (Union pour un Mouvement
74195 Populaire - Bouches-du-Rhône)

**Question
écrite**

Ministère interrogé > Affaires étrangères et européennes
Ministère attributaire > Affaires étrangères et européennes

Rubrique > Tête d'analyse > politique à l'égard des rapatriés
Analyse > cimetières. entretien. Afrique du Nord

Question publiée au JO le : **16/03/2010** page : **2832**

Réponse publiée au JO le : **24/08/2010** page : **9247**

Date de renouvellement : **06/07/2010**

Texte de la question

Mme Valérie Boyer attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur le mauvais état des cimetières, chrétiens et juifs, civils et militaires, d'Algérie. Au moment de la Toussaint, chaque année depuis l'exil de 1962, les expatriés vivant en France souhaitent pouvoir se recueillir sur les tombes de leurs défunts inhumés en Algérie. L'état des cimetières les en prive. Les cimetières Lourmel, Bône, Sidi-Bel-Abbes, Saint-Cloud et Guiard notamment sont laissés à l'état d'abandon. De plus, ils sont régulièrement vandalisés et profanés. Cette situation est inacceptable, chacun doit pouvoir honorer ses morts dans des lieux dignes et respectés. Elle le prie de bien vouloir lui faire connaître sa position sur cette situation et ses intentions pour y remédier.

Texte de la réponse

Depuis la visite d'État du président de la République en 2003, un ambitieux plan d'action et de coopération a été engagé en faveur des sépultures civiles françaises en Algérie, afin que soit préservée la mémoire des nombreux Français qui y ont vécu et y sont inhumés. Le plan s'articule autour de trois axes : réhabilitation, entretien et regroupement. Son achèvement est prévu pour 2010. Sur la période 2003-2009, les efforts consentis pour la sauvegarde des sépultures françaises en Algérie ont été considérables. À ce jour, plus de 2,2 MEUR leur auront été consacrés, soit près de 2 MEUR par l'État français et plus de 250 000 EUR par des collectivités locales françaises. Les travaux de réhabilitation ont concerné des cimetières qui étaient très dégradés, sans que, pour autant, il ait été nécessaire d'envisager un regroupement. Les autorités algériennes assurent, en effet, souvent seules et parfois conjointement avec nos consulats généraux, la réfection des murs de clôture. Pour notre part, nous avons remis en état de décence des sépultures détériorées ou profanées. Les travaux d'entretien ont visé les cimetières dont l'état était globalement bon, ainsi que ceux qui avaient été réhabilités. Le regroupement a été envisagé, notamment, lorsque les sites avaient subi des dommages irrémediables ou que des travaux pérennes de réhabilitation ne pouvaient plus être envisagés. Ces regroupements s'effectuent dans des ossuaires. Le scellement des dalles donne lieu à une cérémonie religieuse. Une étroite coopération s'est établie entre les autorités locales algériennes et nos consulats généraux, qui pilotent sur le terrain les opérations d'entretien, de réhabilitation et de regroupement de cimetières. La prise en charge de leur gardiennage par la partie algérienne s'inscrit également dans ce cadre. Une deuxième phase de regroupement, portant sur 153 cimetières pour la période 2010-2011, a été proposée aux autorités algériennes. 138 cimetières, dont 58 sont situés dans la circonscription consulaire d'Alger, sont concernés. Un recours à des sources de

financement non publiques s'avèrera toutefois nécessaire pour mener à bien ce projet. Un effort d'information des familles particulièrement important a été consenti, notamment sur les sites Internet des trois consulats généraux concernés en Algérie. Les familles pourront, également, trouver prochainement sur ces sites des photographies des cimetières déjà inspectés. Par ailleurs, nos compatriotes peuvent aussi s'adresser aux trois associations « In Memoriam » d'Algérie qui ont pour objectif de veiller sur les sépultures civiles françaises, et dont les coordonnées peuvent être consultées sur les sites Internet susmentionnés.